

Chapitre 3

Industrialiser l'Afrique

L'Afrique, avec une économie restée tributaire de l'agriculture et des matières premières, se situe en bas de la chaîne de valeurs, sa part mondiale dans le secteur de la transformation étant inférieure à 1 %, malgré un développement de son industrialisation en termes absolus. Aussi la croissance économique de ces dernières années n'a pas créé les emplois nécessaires pour absorber les jeunes, toujours plus nombreux.

Pourtant, l'Afrique possède de nombreux atouts propres à contribuer à son succès industriel. Pour tirer pleinement parti de leur potentiel, les pays africains doivent s'engager dans un programme audacieux de transformation industrielle dans lequel les investissements du secteur privé joueront un rôle moteur. L'Afrique a une réelle opportunité de créer des emplois et de promouvoir une transformation économique inclusive en développant le secteur de la transformation intérieure et une industrialisation fondée sur les services.

Le chapitre 3 examine les progrès de l'Afrique dans des éléments moteurs clés tels que l'environnement économique favorable, la diversification économique, la compétitivité et l'accès au capital. Ce chapitre traite également du rôle de la Banque dans la transformation industrielle de l'Afrique. Notre soutien est dirigé vers la promotion du développement de l'entreprise et l'aide à l'amélioration de l'environnement des affaires. Nos opérations ont soutenu la création d'emplois et ont apporté des opportunités économiques.

L'industrie peut débloquer l'énorme potentiel économique de l'Afrique

L'Afrique a connu récemment une forte croissance, reflet d'un certain nombre de facteurs encourageants parmi lesquels on peut citer l'expansion des marchés intérieurs sous l'effet du développement d'une classe moyenne, l'amélioration du climat des affaires, une meilleure gestion macroéconomique, une situation favorable des coûts des produits de base, une urbanisation rapide et une augmentation de l'investissement public.

Plusieurs de ces facteurs sont des moteurs de croissance, mais le retard persistant de l'industrialisation freine les économies africaines qui restent largement tributaires de l'agriculture et du secteur des produits non transformés qui apportent relativement peu de valeur ajoutée, même si l'industrie se développe en termes absolus. En moyenne, l'industrie génère seulement 700 dollars des États-Unis de PIB par habitant, soit moins d'un tiers du chiffre de l'Amérique latine (2 500 \$) et à peine un cinquième de celui de l'Asie de l'Est (3400 \$). Or, le PIB industriel a une influence sur le PIB général dans la mesure où la productivité de l'industrie a un effet d'entraînement sur la productivité des autres secteurs.

En exportant des produits non transformés, l'Afrique exporte, en fait, sa richesse et ses emplois. Derrière les bons chiffres de la croissance,

les inégalités et le chômage persistent. L'Afrique doit donc conserver ses richesses en leur ajoutant de la valeur, ce qui suppose une transformation économique induite par des politiques qui stimulent la création et la croissance du secteur industriel.



En exportant des produits non transformés, l'Afrique exporte, en fait, sa richesse et ses emplois

A travers les siècles et à travers le monde, une politique industrielle active a toujours été un facteur essentiel du développement économique d'un pays – de la Grande-Bretagne du XVIII^e siècle à l'essor spectaculaire récent des économies d'Asie de l'Est. L'industrie manufacturière peut aussi permettre aux pays africains de renforcer leur résilience face aux chocs économiques (voir Figure 4).

L'Afrique possède beaucoup d'atouts pour réussir sa transformation industrielle. Grâce à l'abondance de ses ressources naturelles, elle dispose d'un accès fiable à des matières premières, notamment minérales, mais aussi à des produits agricoles et piscicoles, et à du bois d'œuvre. Sa population en âge de travailler, de plus en plus nombreuse, constitue l'une des réserves de main-d'œuvre les

INDICATEUR	ENSEMBLE DES PAYS AFRICAINS		DONT PAYS FAD	
	Référence 2010	Derniers chiffres 2015	Référence 2010	Derniers chiffres 2015
Industrialiser l’Afrique				
● Diversification de l’économie (indice)	0,6	0,6	0,6	0,6
● Indice de compétitivité de l’Afrique dans le monde (indice)	3,6	3,64	3,4	3,5
● Délai requis pour créer une entreprise (jours)	42	25,6	39,5	20,3
● Accès au crédit (% de la population)	21,8	30,8	10,7	13,2

Le feu indique que: ● Les progrès sont importants et supérieurs à ceux de nos pairs ● Les progrès sont positifs, mais inférieurs à ceux des pays pairs

INDICATEUR	2013-2015		2016-2018
	Prévu	Réalisé	Prévu
Industrialiser l’Afrique			
● Microcrédits octroyés (nombre)	138 880	153 050	110 %
● Emplois créés (nombre)	2 287 120	3 006 780	131 %
— dont les femmes	617 870	812 300	131 %
● Personnes bénéficiant d’investissements et de microfinance	5 671 500	5 714 160	101 %
— dont les femmes	2 860 580	2 884 220	101 %
● Pays bénéficiant d’un meilleur environnement concurrentiel (nombre)	15	9	60 %
			..

Le feu indique que: ● Les opérations ont atteint 95 % ou plus de leurs objectifs ● Les opérations ont atteint 60 % à 94 % de leurs objectifs

plus dynamiques au monde. Enfin, le développement d’une classe moyenne crée de nouveaux marchés intérieurs.

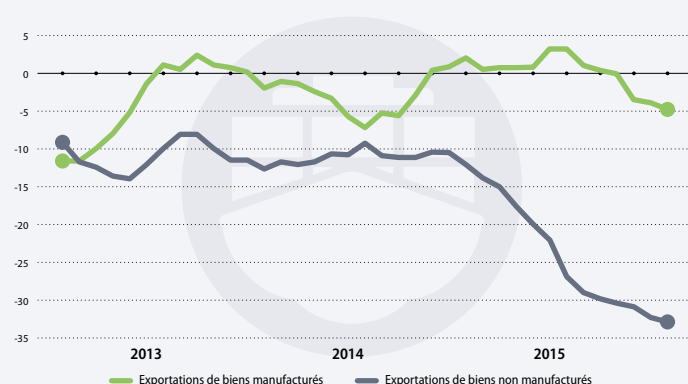
Il convient de rappeler en quelques chiffres la richesse dont dispose l’Afrique: plus de 82 000 milliards de dollars en ressources naturelles découvertes, qui devraient, au cours des vingt prochaines années, rapporter aux États plus de 30 milliards de dollars de recettes par an. Le continent a des réserves en pétrole correspondant à 120 milliards de barils – soit autant que l’Arabie saoudite – et possède 600 millions d’hectares de terres arables non cultivées, soit un quart du total mondial.

L’Afrique est richement dotée en réserves minérales, se situant au premier ou au deuxième rang des continents pour la bauxite, la chromite, le cobalt, les diamants industriels, le manganèse, le platine et pour beaucoup d’autres minerais.

Un autre atout essentiel de la transformation économique de l’Afrique est la dynamique de la transition démographique en cours. L’Afrique est le continent le plus jeune du monde, 70 % de sa population a moins de 30 ans. Sa population en âge de travailler représente aujourd’hui 54 % du total de la population du continent, et ce chiffre passera à 62 % en 2050. La population active de

Figure 4 Les exportations de produits manufacturés ont un caractère de plus en plus régional; elles aident l’Afrique à absorber les chocs économiques

Évolution en % des exportations



Source: ODI

En Afrique, les exportations de produits manufacturés (y compris les réexportations) ont doublé entre 2005 et 2014 pour passer à plus de 100 milliards de dollars. Les destinations les plus importantes sont aujourd’hui les pays d’Asie. En outre, les pays africains exportent de plus en plus de produits manufacturés entre eux, la part totale de ces échanges étant passée de 20 % en 2005 à 34 % en 2014.

Tandis que le ralentissement de l’économie mondiale se traduisait par une baisse de 30 % en valeur des exportations africaines de produits non manufacturés vers l’Union européenne, les États-Unis, le Japon et la Chine en 2015, les exportations de produits manufacturés – notamment vers la Chine – se sont beaucoup mieux maintenues. Autrement dit, le secteur manufacturier peut améliorer la résilience des pays africains face aux chocs économiques.

l'Afrique va dépasser celle de la Chine, et elle pourrait jouer un rôle très important dans la consommation et la production au niveau mondial. Contrairement à d'autres régions, l'Afrique ne connaîtra pas de pénurie de main-d'œuvre au niveau local, et elle n'aura pas à se soucier de la charge économique que représente une population vieillissante – du moins pendant une grande partie du XXI^e siècle.

Il est possible de tirer parti de ce « dividende démographique » pour stimuler la production industrielle. Un afflux dans les villes de nouveaux travailleurs venus de la campagne peut – s'il s'accompagne des réformes éducatives nécessaires – stimuler la productivité, ce qui augmenterait les taux d'épargne et d'investissements, élèverait le PIB par habitant et favoriserait les transferts de compétences.

Pour bon nombre de pays, le secteur manufacturier jouera un rôle essentiel pour la création d'emplois et la diversification des capacités technologiques à même de promouvoir et d'élargir la base des compétences et de renforcer les structures industrielles des pays. Le développement d'industries nationales aurait les effets suivants :

- ▶ **accroître la valeur** créée dans une économie en générant des activités sur toute la chaîne de valeurs, de la matière première au produit fini ;
- ▶ **stimuler la productivité** en introduisant des équipements et des techniques, et en améliorant les capacités de la population active, et diffuser ces améliorations dans l'ensemble du secteur économique ;

- ▶ créer des **emplois formels** qui favorisent la stabilité ;
- ▶ améliorer la **balance commerciale**, en produisant des biens qui peuvent se substituer aux biens importés ou qui peuvent être exportés.

Entre 1950 et 2006, la moitié du rattrapage des pays en développement par rapport aux niveaux de production par travailleur des économies avancées s'explique par l'augmentation de la productivité dans l'industrie, associée à un déplacement de la population active de l'agriculture vers le secteur manufacturier.

L'Afrique possède de nombreux atouts propres à contribuer à son succès industriel : des ressources naturelles abondantes, une force de travail en expansion et des marchés intérieurs en progrès

L'industrialisation peut se faire à un rythme accéléré. De nombreux pays ont connu une phase d'industrialisation rapide dans le cadre de leur développement économique global, notamment en Asie, et leur exemple offre des enseignements dont l'Afrique peut tirer parti pour accomplir un bond en avant au cours des dix prochaines années.

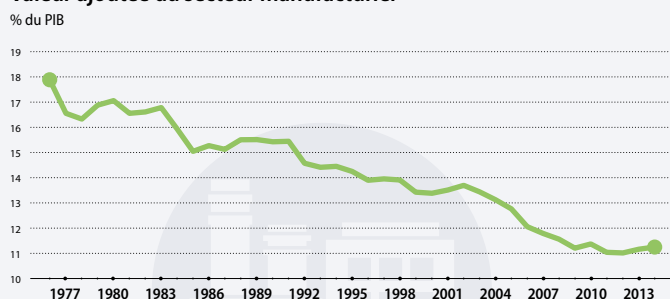
Industrialiser l'Afrique : défis et priorités

La réalité est que l'Afrique ne progresse pas suffisamment vite sur la voie de l'industrialisation. La part de l'Afrique dans les exportations mondiales de produits manufacturés reste inférieure à 1 %, contre 16 % pour l'Asie de l'Est. Entre 1975 et 2014, la contribution de l'industrie manufacturière à l'économie totale du continent a chuté, de 18 % à 11 %, chiffre le plus bas de toutes les régions en développement. En termes absolus, toutefois, l'industrialisation croît. La production de biens manufacturés, qui représentait 73 milliards de dollars des États-Unis en 2005, est passée à 98 milliards (en prix de 2005) en 2013 du fait d'une forte croissance dans certaines régions de l'Afrique, de mesures prises dans certains pays (conjuguées à des améliorations institutionnelles) et de l'augmentation des salaires en Chine (voir Figure 5).

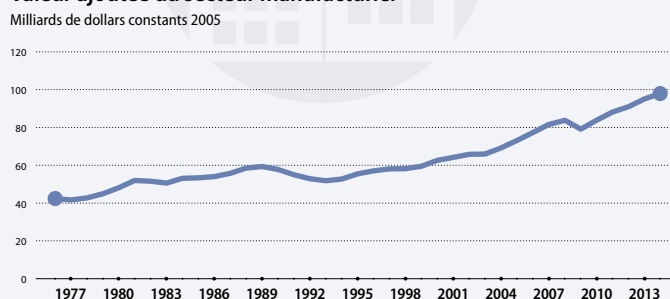
Depuis dix ans, l'industrie manufacturière africaine connaît une croissance de 3,5 % par an en termes réels, c'est-à-dire plus que le chiffre mondial de la production manufacturière. Le secteur de l'alimentation et de la boisson a connu une croissance supérieure à la moyenne, en partie grâce à l'augmentation de la demande intérieure. Le secteur des textiles et des vêtements a eut de plus faibles performances, car il lui est difficile de faire face à la concurrence des importations d'Asie, mais la situation est en train de changer à la suite d'une augmentation des investissements chinois dans une industrie du vêtement à forte densité de main-d'œuvre (par exemple en Éthiopie et au Rwanda) et du développement des marchés régionaux.

Figure 5 La production réelle du secteur manufacturier augmente malgré la baisse de la part qu'elle représente dans le PIB

Valeur ajoutée du secteur manufacturier



Valeur ajoutée du secteur manufacturier



Source : Banque Mondiale

Malgré ces améliorations, la croissance du secteur manufacturier n’a pas été suffisante pour créer les emplois qu’attend une jeunesse africaine en forte augmentation.

Pour que les Africains bénéficient d’une amélioration de leur niveau de vie, l’Afrique doit améliorer sa performance économique. Aujourd’hui, les économies des pays africains sont confrontées à plusieurs **défis structurels** :

- ▶ elles reposent sur des **activités à faible valeur ajoutée**, comme l’extraction du pétrole, du gaz et d’autres minerais ;
- ▶ elles **n’investissent pas assez dans l’éducation** et le développement des compétences, si bien que la population active est mal préparée pour travailler dans des secteurs complexes ;
- ▶ elles **importent** beaucoup plus de produits manufacturés qu’elles n’en exportent, déséquilibre commercial qui draine leurs richesses et leurs rares devises étrangères ;
- ▶ elles restent dépendantes de **produits à faible valeur ajoutée** ;
- ▶ leur **balance commerciale** pour les biens manufacturés – dont la valeur ajoutée est très supérieure aux matières premières à partir desquelles ils sont fabriqués – est lourdement négative : les produits manufacturés représentent 62 % du total des importations en Afrique et 19 % seulement de ses exportations.

Ces faiblesses sont liées à une insuffisance d’investissement et de croissance dans les économies intérieures de nombreux pays africains. Étant donné le profil démographique du continent, il importe de mener une action en profondeur pour diversifier les structures de production et en faire des activités à fort taux d’emploi, car il faudrait créer 10 millions de nouveaux emplois formels chaque année pour absorber les jeunes qui arrivent massivement sur le marché du travail. Les pays africains doivent s’appuyer sur leurs avancées récentes en créant des opportunités de changement social, notamment en réalisant des investissements essentiels dans le capital humain pour l’éducation et la formation. Ils doivent aussi tirer parti de la science, de la technologie et des innovations pour soutenir le développement industriel sur le continent.

Sans politiques efficaces, les pays africains risquent d’être confrontés à un chômage élevé, phénomène qui peut être source d’instabilité politique. L’Afrique doit également résoudre sa crise de l’énergie. Sans électricité, l’industrialisation est impossible ; c’est pourquoi la Banque africaine de développement a fait du Nouveau Pacte pour l’énergie sa grande priorité. L’Afrique doit se doter de sources d’énergie pour alimenter ses industries.

Elle doit aussi absolument renforcer ses investissements dans les infrastructures afin de soutenir l’industrialisation. Nous avons besoin de routes, de voies ferrées et de ports pour ouvrir des accès aux marchés régionaux et mondiaux et améliorer notre **indice de compétitivité**, qui a légèrement baissé entre 2014 et 2015, passant

de 3,61 à 3,64. Un progrès majeur, qui stimule le développement du secteur privé, est le **délai nécessaire pour créer une entreprise**, qui est passé de 42 jours en 2010 à 25 en 2015.

● **L’accès au financement**, qui est actuellement l’un des grands obstacles aux affaires en Afrique, doit être amélioré afin de permettre aux entreprises de s’élever dans les chaînes de valeurs. Le nombre d’adultes ayant accès à un compte dans une banque ou dans une autre institution financière est de 31 % seulement.

Il sera difficile de réussir l’expansion du secteur industriel sans renforcer l’intégration régionale, qui permet d’ouvrir de nouvelles opportunités aux échanges intra-africains. La réalisation d’une révolution industrielle africaine n’est possible que si des marchés importants entraînent une production compétitive et des économies d’échelles.

Le rôle de la Banque dans la transformation industrielle de l’Afrique

La Banque a soutenu la création d’emplois et ouvert de nouvelles opportunités économiques

Au cours de la période 2013–2015, le soutien du Groupe de la Banque au développement du secteur privé a créé plus de 3 millions ● **d’emplois**, dont près de 812 000 pour des femmes. Au total, 153 000 ● **microcrédits ont été accordés** tandis que 5,7 millions de ● **personnes bénéficiaient de projets d’investissement et de micro-financements**.

En Égypte, l’aide que nous avons apportée au renforcement et au développement de l’infrastructure a amélioré la productivité et contribué à améliorer la compétitivité des entreprises ainsi qu’à attirer des investisseurs. Nos investissements dans le pays comprennent 54,8 millions de dollars en soutien au Programme national de drainage (NDP), qui vise à stimuler la production agricole, et 140 millions de dollars pour le projet d’extension de l’aéroport de Sharm El-Sheikh, qui verra passer sa capacité de 10 à 18 millions de passagers par an, ce qui favorisera le tourisme et améliorera les liaisons de transport.

En Afrique du Sud, nous avons financé une ligne de crédit de 100 millions de dollars en faveur de l’Industrial Development Corporation (IDC) ; elle a permis d’accorder des financements à moyen et à long terme à 103 PME et à 4 grandes entreprises, dont 60 % étaient de nouvelles entreprises industrielles (voir Encadré 6).

Un domaine central des interventions de la Banque en matière de gouvernance est l’élimination des entraves au développement du secteur privé et à la compétitivité. Globalement, sur la période 2013–2015, 9 des 15 pays ayant bénéficié du soutien de la Banque ont amélioré leur ● **environnement compétitif**, ce qui reflète les défis que rencontrent certains pays pour mettre en place un cadre juridique et réglementaire robuste capable d’aider les entreprises privées à investir, à créer des emplois et à améliorer leur productivité.

Encadré 6 Financer l'industrialisation en Afrique du Sud

En 2000, nous avons ouvert une ligne de crédit de 100 millions de dollars des États-Unis pour financer les PME dans divers secteurs, dont le textile, la métallurgie, les machines et les produits chimiques. Ainsi nous avons aidé à la création de 16 000 emplois et contribué au produit intérieur brut par une augmentation du chiffre d'affaires qui a atteint au total 340 millions de dollars et généré 100 millions de dollars de recettes fiscales annuelles.

Le renforcement de la concurrence et l'amélioration de la compétitivité ont contribué à faire baisser les prix de certains produits sur le marché. Une entreprise chimique a ainsi conforté sa place sur le secteur des détergents et des désinfectants en réduisant son prix de 1,8 \$ à 1 \$ l'unité, soit moins que le prix des produits importés. La ligne de crédit a également eu des effets positifs sur les fournisseurs locaux ; elle a en effet servi à financer l'acquisition de technologies et d'intrants industriels. Environ 40 % des ressources ont servi à acheter des équipements, des machines et des matières premières provenant du pays même.

Parmi les exemples de notre soutien aux réformes visant à améliorer le climat des affaires, citons les projets de la Banque à Maurice et aux Seychelles. Ces deux pays sont désormais considérés comme très performants pour leur environnement des affaires.

 *Le soutien du Groupe de la Banque au développement du secteur privé a créé plus de 3 millions d'emplois*

Aux Seychelles, l'une des grandes entraves au développement du secteur privé était l'accès au financement, en particulier pour la croissance du secteur des micro-entreprises (TPE) et des petites et moyennes entreprises (PME) ; la Banque a soutenu les réformes du gouvernement pour rendre opérationnel un nouveau système de financement des TPE-PME, qui a beaucoup amélioré leur accès au financement, plus de 670 d'entre elles ayant bénéficié de ce système.

Perspectives : Que faut-il faire pour industrialiser l'Afrique ?

L'expérience d'autres économies en voie d'industrialisation dans le monde montre que l'Afrique peut raisonnablement plus que doubler son PIB industriel, qui pourrait ainsi passer de 751 milliards de dollars à 1720 milliards au cours de la prochaine décennie. Cette montée en puissance permettrait à l'Afrique de porter son PIB continental de 2,6 mille milliards de dollars à 5,62 mille milliards d'ici 2025, et son PIB par habitant à 3368 dollars.

Pour que cela soit possible, l'Afrique doit mettre en œuvre une politique industrielle complète et volontaire, adaptable au contexte de chaque pays, de chaque réglementation et de chaque objectif

de développement. Une telle ambition exige une vision et un engagement de la part des dirigeants politiques, mais aussi de la Banque et de l'ensemble des instances de développement, qui apporteront leur soutien sous forme de financements, d'assistance technique, de renforcement des capacités, de dialogue continu et de services de conseils.

L'expérience montre que la création d'opportunités pour les entrepreneurs (pour lancer de nouvelles entreprises ou développer celles qui existent) est le principal moteur de l'industrialisation. Pour y parvenir, toutefois, l'Afrique doit mobiliser dans ce domaine toute la force de ses partenaires, notamment celle de la Banque et d'organisations spécialisées comme l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), mais aussi d'un ensemble plus vaste de parties prenantes comme l'Union africaine (UA), les communautés économiques régionales (CER), les gouvernements des pays, les décideurs et les institutions de financement du développement.

 *Pour « industrialiser l'Afrique » la Banque mobilisera au mieux son expérience, ses capacités et ses finances*

Les enseignements tirés d'autres pays en cours d'industrialisation dans le monde en développement mettent en évidence l'existence de cinq facteurs facilitateurs essentiels, communs à presque tous les pays qui ont rapidement industrialisé leurs économies. Ces facteurs sont les suivants :

- ▶ une politique, une législation et des institutions favorables
- ▶ un environnement économique et une infrastructure propices
- ▶ un accès aux capitaux
- ▶ un accès aux marchés
- ▶ des talents, des capacités et des compétences et un entrepreneuriat concurrentiels.

Dans les pays qui réussissent leur industrialisation, ces facteurs ont généralement été intégrés dans une politique industrielle globale qui a permis aux entreprises, grandes et petites, de se développer sur les chaînes de valeurs de certains secteurs industriels à haut potentiel. Ces programmes sont réalistes et peuvent être mis en œuvre à la condition de disposer des bons leviers.

La stratégie de la Banque pour industrialiser l'Afrique

L'industrialisation de l'Afrique et la conduite des progrès dans chacun des cinq critères facilitateurs cités plus haut exigent les efforts combinés et coordonnés d'une vaste gamme de parties prenantes, publiques et privées. La Banque, première institution de financement du continent, peut et doit jouer un rôle moteur dans l'ordre du jour de l'industrialisation de l'Afrique.

La Banque interviendra avec ses partenaires dans tous les programmes identifiés, et elle prévoit aussi d’accorder une attention particulière aux domaines dans lesquels elle peut mobiliser au mieux son expérience, ses capacités et ses finances en appui aux pays. Pour cela, la Banque entend privilégier un sous-ensemble de programmes, regroupés dans les six « programmes phares » qui sont au cœur de sa priorité « Industrialiser l’Afrique », à savoir :

- ▶ encourager les politiques industrielles qui ont fait leurs preuves ;
- ▶ développer des marchés des capitaux liquides et efficaces ;
- ▶ catalyser les financements des infrastructures et des projets industriels ;
- ▶ promouvoir et orienter le développement des entreprises ;
- ▶ promouvoir des partenariats stratégiques ;
- ▶ réaliser l’intégration des marchés africains ;
- ▶ accélérer les flux de capitaux vers les pays africains ;
- ▶ accélérer le développement des compétences et des technologies.

Comment sera mise en œuvre la stratégie de la Banque ?

Par le biais d’un partenariat avec l’UNIDO, la CEA, la Commission de l’Union africaine et les CER, la Banque soutiendra les gouvernements dans l’élaboration de leurs politiques industrielles nationales, dans l’identification des secteurs qui se prêtent le mieux au développement industriel et dans la mise à disposition d’analyses des chaînes de valeurs, d’assistance technique et d’une certaine logistique opérationnelle. En outre, elle s’efforcera de faciliter le dialogue entre les gouvernements et le secteur privé afin d’encourager la coordination entre toutes les parties prenantes de l’industrialisation.



Nous investirons 3,5 milliards de dollars par an pour mettre en œuvre les six programmes industriels phare

Étant donné le caractère fortement transversal des programmes qui relèvent de la stratégie d’industrialisation de la Banque pour l’Afrique, nos équipes des opérations non souveraines et du développement du secteur financier en assureront conjointement le pilotage, en coopération avec les autres départements et avec les

unités organisationnelles, pour mettre en place notre programme ambitieux dans le cadre de notre approche « une seule Banque ».

De ce point de vue, les principales initiatives lancées par la Banque dans le cadre des « Top 5 » auront des incidences positives sur l’environnement économique et l’infrastructure, l’accès aux marchés, et le renforcement des talents et des compétences, ce qui, en retour, aura des effets positifs sur l’industrialisation.

Pour mettre en place les six programmes phares visant à « Industrialiser l’Afrique », la Banque doit mobiliser un important volume de financements, de ressources humaines et de mécanismes liés à des infrastructures matérielles et immatérielles. Sur les dix prochaines années, la Banque investira 3,5 milliards de dollars par an en financement direct et par effet de levier pour mettre en œuvre les six programmes. Ce montant couvrira les opérations non souveraines, l’assistance technique liée aux regroupements industriels, les investissements dans les PME et les projets de mise en réseau, la création d’un établissement pour accroître la liquidité sur les marchés des capitaux africains, l’assistance technique aux marchés des capitaux et aux projets ciblés sur les PPP, et des forums spécifiquement consacrés à la mise en place de partenariats stratégiques.

Pour accroître et canaliser le financement dans les projets d’industrialisation phares de l’Afrique, le Groupe de la Banque augmentera ses propres investissements, y compris à partir de fonds gérés, de façon à catalyser le financement provenant d’autres parties, faisant ainsi office d’investisseur stratégique ou d’organisateur pilote. En outre, la Banque développera sa capacité à mener des activités de mobilisation, c’est-à-dire à jouer le rôle de pilote, par une amélioration des processus, des compétences et de l’expertise, tout en renforçant sa participation aux activités de cofinancement.

En deux mots, « Industrialiser l’Afrique » appelle une vision audacieuse et une stratégie ambitieuse capable de véritablement transformer le continent. La Banque entend jouer un rôle moteur dans la réalisation de cette vision en servant de catalyseur pour obtenir les soutiens des gouvernements et des autres institutions de financement du développement, et collaborer avec le secteur privé pour transformer cette vision en une réalité, usine par usine, sur l’ensemble du continent. ■